

TPE-PME, comment réussir le passage à la neutralité carbone ?

Déclaration du groupe des Personnalités qualifiées

Annabelle Jaeger

« *Nous sommes d'ores et déjà pleinement entrés dans le futur climatique* ». C'est avec cet avertissement que 700 scientifiques français lancent, une nouvelle fois, un SOS face à « *l'urgence climatique* » dans une tribune publiée vendredi dernier, à la veille de la marche pour le climat en France qui a réuni plusieurs centaines de milliers de personnes.

« *Les discours sont insuffisants* », nous disent-ils. Il est tout aussi crucial qu'urgent de sortir du champ de l'incantatoire et de traduire concrètement les discours tant en choix politiques forts et clairs, qu'en actions concrètes mises en œuvre par tous les acteurs de la société, au service d'une transformation sociétale profonde.

Comme chaque citoyen, chaque organisation publique ou privée, les TPE-PME ont la capacité de contribuer à l'effort collectif vers la neutralité carbone et nombre d'entre elles sont déjà mobilisées. On parle là de quelques 4 millions de TPE et PME pour lesquelles l'avis présente une estimation du poids des émissions de GES entre 12 et 14% du total. C'est loin d'être négligeable !

L'avis propose et encourage les solutions concrètes et opérationnelles qui tout en contribuant à l'objectif carbone peuvent permettre aux entreprises de gagner en compétitivité. Il pointe par ailleurs le rôle essentiel d'animateur et d'accompagnateur des dispositifs nationaux et territoriaux pour parer au manque de temps, d'information, d'outils adaptés ou de compétences techniques.

Pour les TPE-PM, comme pour le reste de la Société, il faut donner un grand coup d'accélérateur en activant tous ses leviers d'action. Pour elles, comme pour le reste de la société, on ne peut plus se contenter d'une mobilisation cosmétique. La représentante d'Entreprises pour l'environnement, auditionnée par la section, s'interroge même sur la nécessité de passer par du réglementaire contraignant, pour les grosses entreprises dans un premier temps. N'attendons pas la contrainte pour agir ! L'avis en appelle à l'engagement des branches professionnelles, des organismes consulaires et des CCI, qui sera essentiel pour amplifier la dynamique. Allons-y collectivement !

Remerciant les rapporteurs pour leur travail et leur démarche collaborative, notamment pour les ateliers menés conjointement avec la section de l'environnement, je voterai l'avis avec enthousiasme. »

Jacques Pasquier

« Le 28 août, Nicolas Hulot encore ministre de la Transition écologique et solidaire, disait sur France-Inter : « *Non, je ne comprends pas que nous assistions, globalement les uns et les autres, à la gestation d'une tragédie bien annoncée, dans une forme d'indifférence. La planète est en train de devenir une étuve, nos ressources naturelles s'épuisent, la biodiversité fond comme la neige au soleil et ça n'est pas toujours appréhendé comme un enjeu prioritaire et surtout on s'évertue à entretenir, voire à réanimer un modèle économique marchand qui est la cause de tous ces désordres...* »

Jean Ziegler, vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies depuis 2009 et ancien rapporteur spécial auprès de l'ONU sur la question du droit à l'alimentation, dans le monde dans "Libération" du 1er septembre :

« *En France, et en Europe occidentale en général, il y a un formidable mouvement pour la protection de l'environnement et des solidarités importantes dans une société civile puissante, une bonne recherche scientifique, une théorie et une pratique de l'écologie. Ce mouvement est impressionnant, mais à l'heure actuelle il rencontre un adversaire plus puissant que lui : les maîtres du capital financier globalisé. Ce sont ces oligarchies qui gouvernent la planète. La démocratie française, comme toutes les autres, est une démocratie simulative. Elle fonctionne institutionnellement, mais elle n'a pas le pouvoir réel sur les choses essentielles, et notamment sur l'économie.* »

C'est quand même hallucinant, que dans la préconisation 5 de cet avis, nous ayons à appeler les pouvoirs publics à faire appliquer la réglementation par les entreprises de plus de 500 personnes !

Bien sûr il faut prendre en compte l'ensemble des émissions de carbone, directes et indirectes, sans quoi on développe des absurdités techniques et écologiques comme la filière des agrocarburants, notamment l'éthanol de blé qui émet davantage de Gaz à Effets de Serre que le pétrole. Je regrette de trouver dans cet avis une allusion au biométhane, souvent nouvelle "usine à gaz" du productivisme ; Les émissions indirectes sont souvent essentielles. Cette société de consommation qu'on nous a imposée fait effectivement de nous des complices, comme lorsqu'on achète des vêtements fabriqués au Bangladesh, par ailleurs fabriqués dans des conditions inhumaines.

Bien sûr qu'il faut évaluer les bilans par l'Analyse de Cycle de Vie des produits, et se focaliser sur le carbone pourrait conduire à de nouvelles impasses comme ce « machin » appelé EPR dont la construction est un gaspillage financier pour un résultat improbable.

Chacun doit bouger, les PME-TPE aussi, mais ne nous trompons pas, ce n'est pas une question d'effet colibri qui réglera les choses. Sur une planète morte, il n'y a ni éducation, ni culture, ni monuments historiques, ni sport...

Agissons et remettons la lutte contre le dérèglement climatique au centre des priorités, et pour ça, il faut faire des pas de géants pour la redistribution des richesses pour accompagner la dynamique. Pour cet enjeu, nous pourrions appliquer la devise olympique : « *Citius, altius, fortius* ». Je voterai cet avis. »